

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 03614

Numéro SIREN : 840 164 305

Nom ou dénomination : 2 Ride Holding

Ce dépôt a été enregistré le 13/08/2018 sous le numéro de dépôt 38337

2 Ride Holding

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 1, rue Georges Berger, 75017 Paris
840 164 305 R.C.S. Paris

(la « Société »)

**EXTRAIT DU
PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DES ASSOCIES EN DATE DU 17 JUILLET 2018**

L'an deux mille dix-huit, le dix-sept juillet,

Les soussignées,

Eurazeo PME III-A, une société de libre partenariat, dont le siège social est situé 1, rue Georges Berger, 75017 Paris, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 829 045 343, représentée par Eurazeo PME, une société anonyme, dont le siège social est situé 1, rue Georges Berger, 75017 Paris, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 414 908 624, elle-même représentée par Monsieur Erwann Le Ligné, et

Eurazeo PME III-B, une société de libre partenariat, dont le siège social est situé 1, rue Georges Berger, 75017 Paris, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 829 011 469, représentée par Eurazeo PME, une société anonyme, dont le siège social est situé 1, rue Georges Berger, 75017 Paris, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 414 908 624, elle-même représentée par Monsieur Erwann Le Ligné,

agissant en qualité d'associés de la Société, titulaires des 1.000 actions composants le capital de la Société (ensemble les « Associés »),


après avoir pris connaissance :

➤ _____

(ii) de l'ordre du jour ci-après reproduit :

1. modification des statuts de la Société par la création d'une nouvelle catégorie d'actions dite « ADP » ;
2. approbation de l'apport des titres de la société 2R Holding à la Société ; de son évaluation et de sa rémunération ;

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-LAZARE
Le 31/07 2018 Dossier 2018 32663, référence 2018 A 11832
Enregistrement : 500 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
L'Agent administratif des finances publiques


Jean-Marc COUSIN
Agent administratif principal
des Finances Publiques

3. augmentation de capital d'un montant de 6.219.090 euros par émission de 5.545.224 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale, émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros, et de 673.866 ADP d'un euro de valeur nominale chacune, en rémunération de l'apport susvisé ;
4. constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de 6.219.090 euros par émission de 5.545.224 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale, émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros, et de 673.866 ADP d'un euro de valeur nominale chacune, en rémunération de l'apport susvisé ;
5. _____ ;
6. _____ ;
7. _____ ;
8. _____ ;
9. _____ ;
10. augmentation de capital d'un montant de 30.975.607 euros, par émission de 30.975.607 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale, émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ; pouvoirs à conférer ;
11. suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'Eurazeo PME III-A, au titre de l'augmentation de capital susvisée ;
12. suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'Eurazeo PME III-B, au titre de l'augmentation de capital susvisée ;
13. suppression du droit préférentiel de souscription au profit de FPCI Naxicap Investment Opportunities I, au titre de l'augmentation de capital susvisée ;
14. suppression du droit préférentiel de souscription au profit de FPCI Naxicap Investment Opportunities I-B, au titre de l'augmentation de capital susvisée ;
15. suppression du droit préférentiel de souscription au profit de Man Share, au titre de l'augmentation de capital susvisée ;
16. augmentation de capital d'un montant de 91.134 euros, par émission de 91.134 ADP d'un euro de valeur nominale, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ; pouvoirs à conférer ;
17. suppression du droit préférentiel de souscription au profit de Man Performance, au titre de l'augmentation de capital susvisée ;
18. autorisation et pouvoir à conférer au président de la Société à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions ordinaires à émettre au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société ;
19. _____ ;
20. _____ ;
21. _____ ;
22. _____ ;
23. _____ ;
24. _____ ;
25. _____ ;
26. _____ ;
27. _____ ;
28. _____ ;
29. transfert du siège social et modification subséquente de l'article 3 (« Siège social ») des

- statuts ;
30. refonte globale des statuts ;
 31. nomination des premiers membres du comité de surveillance ; et
 32. pouvoirs pour les formalités légales ;

ont pris les décisions suivantes conformément à l'article 18 des statuts :

PREMIERE DECISION

(modification des statuts de la Société par la création d'une nouvelle catégorie d'actions dite « ADP »)

Les Associés, après avoir :

constaté que le capital social de la Société se compose de 1.000 actions ordinaires ;

pris connaissance :

- du rapport du président ;
- des termes et conditions des droits et obligations attachés aux ADP ;
- du Rapport du CAAP ; et
- du rapport du commissaire aux comptes établis conformément aux articles L. 228-15 et R. 228-20 du Code de commerce ;

décident, conformément aux dispositions de l'article L. 228-11 du Code de commerce, de créer une catégorie d'actions de préférence dites « ADP » qui bénéficieront, par rapport aux actions ordinaires existantes et aux actions ordinaires qui seraient émises ultérieurement, des droits figurant en annexe des nouveaux statuts devant être adoptés à la trentième décision des présentes et figurant en Annexe 1 des présentes.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME DECISION

(approbation de l'apport des titres de la société 2R Holding à la Société ; de son évaluation et de sa rémunération)

Les Associés, après avoir pris connaissance :

- du rapport du président ;
- du Rapport du CAA ; et
- de la Convention d'Apport, aux termes de laquelle Man Share, Man Performance et Monsieur Patrick François apportent à la Société 710.779 actions ordinaires de 2R Holding dans les proportions suivantes :

| Apporteurs | Nombre d'actions ordinaires 2R Holding apportées |
|----------------------------------|---|
| Man Share | 586.059 |
| Man Performance | 54.155 |
| Monsieur Patrick François | 70.565 |
| Total | 710.779 |

(l'« Apport »)

sur la base d'une valorisation de 9,92 euros par action ordinaire 2R Holding apportée, soit une valeur globale d'apport de 7.050.927,68 euros rémunéré par l'attribution de (i) 5.545.224 actions ordinaires de la Société d'un euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros et de (ii) 673.866 ADP de la Société d'un euro de valeur nominale chacune, ainsi que d'une soulte d'un montant total de 54,08 euros ;

approuvent l'Apport aux conditions stipulées dans la Convention d'Apport et son évaluation pour un montant global de 7.050.927,68 euros et de sa rémunération.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME DECISION

(augmentation de capital d'un montant de 6.219.090 euros par émission de 5.545.224 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale, émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros, et de 673.866 ADP d'un euro de valeur nominale chacune, en rémunération de l'apport susvisé)

Les Associés, en conséquence de l'adoption de la précédente décision et après avoir pris connaissance du rapport du commissaire aux comptes établi conformément à l'article L. 228-12 du Code de commerce, décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 6.219.090 euros, par émission de (i) 5.545.224 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros et (ii) 673.866 ADP d'un euro de valeur nominale, qui seront intégralement attribuées aux apporteurs, en rémunération de l'Apport, dans les proportions suivantes :

| Apporteurs | Valorisation de l'Apport | Rémunération (actions ordinaires de la Société reçues en contrepartie) | Prime d'émission (émission d'actions ordinaires) | Rémunération (ADP de la Société reçues en contrepartie) | Soulte |
|-----------------------------|-------------------------------------|---|---|--|---------------|
| Man Share | 5.813.705,28 € | 5.055.385 | 758.307,75 € | - | 12,53 € |
| Man Performance | 537.217,60 € | - | - | 537.181 | 36,60 € |
| Monsieur Patrick | 700.004,80 € | 489.839 | 73.475,85 € | 136.685 | 4,95 € |

| | | | | | |
|-----------------|-----------------------|------------------|---------------------|----------------|----------------|
| François | | | | | |
| Total | 7.050.927,68 € | 5.545.224 | 831.783,60 € | 673.866 | 54,08 € |

Ces (i) 5.545.224 actions ordinaires nouvelles et (ii) 673.866 ADP seront, à l'issue des présentes décisions, soumises à toutes les dispositions des statuts. Les 5.545.224 actions ordinaires nouvelles seront assimilées aux actions ordinaires existantes et jouiront des mêmes droits, à l'issue des présentes décisions. Les 673.866 ADP jouiront, à l'issue des présentes décisions, des droits qui sont attachés aux ADP, tels que figurant dans les statuts, annexés aux présentes.

Ces 5.545.224 actions ordinaires et 673.866 ADP seront inscrites en compte le jour de la réalisation de l'augmentation de capital et négociables à compter du même jour dans les conditions prévues par les statuts.

Le montant de la prime d'émission, soit la somme de 831.783,60 euros, sera affecté en totalité au compte prime d'émission figurant au passif du bilan de la Société.

Le montant correspondant à la soulte, soit la somme de 54,08 euros ne sera pas versé aux apporteurs dans la mesure où ces derniers ont déclaré y renoncer.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME DECISION

(constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de 6.219.090 euros par émission de 5.545.224 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale, émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros, et de 673.866 ADP d'un euro de valeur nominale chacune, en rémunération de l'apport susvisé)

Les Associés, comme conséquence de l'adoption des deuxième et troisième décisions des présentes, constatent que l'augmentation de capital d'un montant de 6.219.090 euros, par émission de (i) 5.545.224 actions ordinaires d'un euro de valeur nominale chacune émise avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euro et (ii) 673.866 ADP d'un euro de valeur nominale chacune, décidée à la troisième décision des présentes est définitivement réalisée.

En conséquence, les Associés prennent acte de la réalisation définitive de ladite augmentation de capital, portant le capital à un montant de 6.220.090 euros.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME DECISION

(augmentation de capital d'un montant de 30.975.607 euros, par émission de 30.975.607 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale, émises avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ; pouvoirs à conférer)

Les Associés, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, et sous réserve de l'adoption des décisions ci-après relatives à la suppression du droit préférentiel de souscription des Associés au profit de personnes dénommées, décident, après avoir pris connaissance du rapport du président et du rapport spécial du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription des Associés au titre de l'augmentation de capital objet de la présente décision, d'augmenter le capital social d'un montant de 30.975.607 euros, par émission de 30.975.607 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un euro, avec une prime d'émission par action ordinaire d'environ 0,15 euros, soit un montant total de souscription de 35.621.949,40 euros, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire lors de la souscription par versement d'espèces.

Le montant de la prime d'émission, soit la somme de 4.646.342,40 euros, sera versé au compte prime d'émission figurant au passif du bilan de la Société.

Ces 30.975.607 actions ordinaires nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des statuts et assimilées aux actions ordinaires existantes. Elles jouiront des mêmes droits à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Ces actions seront inscrites en compte le jour de la réalisation de l'augmentation de capital, constatée par le certificat du dépositaire, et négociables à compter du même jour dans les conditions prévues par les statuts.

Les fonds, versés en espèces à l'appui de la souscription, seront déposés sur le compte bancaire n° FR76 3148 9000 1000 2599 0742 647 ouvert au nom de la Société, au titre de l'augmentation de capital, dans les livres de la banque Crédit Agricole Corporate & Investment Bank.

Les Associés délèguent au président tous pouvoirs avec faculté de délégation, à l'effet de prendre toutes mesures utiles pour la réalisation de la présente augmentation de capital et notamment pour :

- recueillir la souscription aux actions ordinaires, recevoir les versements et en faire le dépôt à la banque précitée ;
- obtenir du dépositaire des fonds le certificat attestant de la libération du montant des souscriptions au titre de l'augmentation de capital ;
- procéder éventuellement au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- modifier en conséquence les statuts ; et

- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME DECISION

(suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'Eurazeo PME III-A, au titre de l'augmentation de capital susvisée)

Les Associés décident, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés au titre de l'augmentation de capital décidée à la dixième décision des présentes, et de réserver la souscription à hauteur de 13.556.665 actions ordinaires nouvelles au profit d'Eurazeo PME III-A.

Les Associés décident que ces 13.556.665 actions ordinaires nouvelles, devront être souscrites et libérées en totalité au plus tard ce jour.

Cette décision est adoptée à l'unanimité, étant précisé qu'Eurazeo PME III-A n'a pas pris part au vote.

DOUZIEME DECISION

(suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'Eurazeo PME III-B, au titre de l'augmentation de capital susvisée)

Les Associés décident, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés au titre de l'augmentation de capital décidée à la dixième décision des présentes, et de réserver la souscription à hauteur de 8.308.924 actions ordinaires nouvelles au profit d'Eurazeo PME III-B.

Les Associés décident que ces 8.308.924 actions ordinaires nouvelles, devront être souscrites et libérées en totalité au plus tard ce jour.

Cette décision est adoptée à l'unanimité, étant précisé qu'Eurazeo PME III-B n'a pas pris part au vote.

TREIZIEME DECISION

(suppression du droit préférentiel de souscription au profit de FPCI Naxicap Investment Opportunities I, au titre de l'augmentation de capital susvisée)

Les Associés décident, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés au titre de l'augmentation de capital décidée à la dixième décision des présentes, et de réserver la souscription à hauteur de 8.344.295 actions ordinaires nouvelles au profit de FPCI Naxicap Investment Opportunities I.

Les Associés décident que ces 8.344.295 actions ordinaires nouvelles, devront être souscrites et libérées en totalité au plus tard ce jour.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

QUATORZIEME DECISION

(suppression du droit préférentiel de souscription au profit de FPCI Naxicap Investment Opportunities I-B, au titre de l'augmentation de capital susvisée)

Les Associés décident, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés au titre de l'augmentation de capital décidée à la dixième décision des présentes, et de réserver la souscription à hauteur de 351.356 actions ordinaires nouvelles au profit de FPCI Naxicap Investment Opportunities I-B.

Les Associés décident que ces 351.356 actions ordinaires nouvelles, devront être souscrites et libérées en totalité au plus tard ce jour.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

QUINZIEME DECISION

(suppression du droit préférentiel de souscription au profit de Man Share, au titre de l'augmentation de capital susvisée)

Les Associés décident, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés au titre de l'augmentation de capital décidée à la dixième décision des présentes, et de réserver la souscription à hauteur de 414.367 actions ordinaires nouvelles au profit de Man Share.

Les Associés décident que ces 414.367 actions ordinaires nouvelles, devront être souscrites et libérées en totalité au plus tard ce jour.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

SEIZIEME DECISION

(augmentation de capital d'un montant de 91.134 euros, par émission de 91.134 ADP d'un euro de valeur nominale, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ; pouvoirs à conférer)

Les Associés, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, et sous réserve de l'adoption de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des Associés au profit d'une personne dénommée, décident, après avoir pris connaissance du rapport du président et du rapport spécial du commissaire aux comptes sur l'émission d'actions de préférence et sur la suppression du droit préférentiel de souscription des associés au titre de l'augmentation de capital objet de la présente décision, d'augmenter le capital social d'un montant de 91.134 euros, par émission de 91.134 ADP d'une valeur nominale d'un euro, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire lors de la souscription par versement d'espèces.

Ces 91.134 ADP seront inscrites en compte le jour de la réalisation de l'augmentation de capital, constatée par le certificat du dépositaire, et négociables à compter du même jour dans les conditions prévues par les statuts. Elles bénéficieront, dès leur création, des droits figurant en annexe des nouveaux statuts devant être adoptés à la trentième décision des présentes et figurant en Annexe 1 des présentes.

Les fonds, versés en espèces à l'appui de la souscription, seront déposés sur le compte bancaire n°FR 76 3148 9000 1000 2599 0771 747 ouvert au nom de la Société, au titre de l'augmentation de capital, dans les livres de la banque Crédit Agricole Corporate & Investment Bank.

Les Associés délèguent au président tous pouvoirs avec faculté de délégation, à l'effet de prendre toutes mesures utiles pour la réalisation de la présente augmentation de capital et notamment pour :

- recueillir la souscription aux ADP, recevoir les versements et en faire le dépôt à la banque précitée ;
- obtenir du dépositaire des fonds le certificat attestant de la libération du montant des souscriptions au titre de l'augmentation de capital ;
- procéder éventuellement au retrait des fonds après la réalisation de l'augmentation de capital ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- modifier en conséquence les statuts ; et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DIX-SEPTIEME DECISION

(suppression du droit préférentiel de souscription au profit de Man Performance, au titre de l'augmentation de capital susvisée)

Les Associés décident, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés au titre de l'augmentation de capital décidée à la seizième décision des présentes, et de réserver la souscription à hauteur de la totalité des ADP soit 91.134 ADP au profit de Man Performance.

Les Associés décident que ces 91.134 ADP, devront être souscrites et libérées en totalité au plus tard ce jour.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DIX-HUITIEME DECISION

(autorisation et pouvoir à conférer au président de la Société à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions ordinaires à émettre au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société)

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport du président et du rapport du commissaire aux comptes, établis conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- autorisent le président à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel à déterminer parmi les salariés et les mandataires sociaux éligibles de la Société, à des attributions gratuites d'actions ordinaires à émettre de la Société ;

décident que :

- le président déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions (les « **Bénéficiaires** ») ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ordinaires ;
- le nombre total d'actions ordinaires gratuites pouvant être attribué au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 686.956 actions ordinaires de la Société ;
- le nombre total d'actions ordinaires gratuites pouvant être attribué au titre de la présente autorisation ne pourra permettre aux Bénéficiaires de détenir individuellement plus de 10% du capital social de la Société, apprécié au jour de la date d'attribution par le président, sur une base non diluée ;
- l'attribution des actions ordinaires à leurs Bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition qui sera fixée par le président et sera d'une durée minimale d'un (1) an, l'attribution définitive des actions ordinaires pouvant néanmoins intervenir avant ce terme dans les conditions fixées par la loi ;
- la durée de l'obligation de conservation des actions ordinaires par les Bénéficiaires, telle que fixée par le président, ne pourra être inférieure à un (1) an à compter de la fin de la période d'acquisition, sauf si la période d'acquisition fixée par le Président est de deux (2) ans, auquel cas il ne sera pas obligé de prévoir de durée de conservation, les actions ordinaires devenant cependant librement cessibles avant l'expiration de ce délai dans les conditions fixées par la loi ;

et autorisent :

- le président à réaliser une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission par émission d'actions ordinaires gratuites dans les conditions prévues à la présente décision ;
- le président à affecter le montant de l'augmentation de capital qui interviendra à l'issue de la période d'acquisition au sein d'un compte de réserve indisponible ;

prennent acte que la présente décision comporte de plein droit renonciation par les Associés en faveur des Bénéficiaires d'actions ordinaires gratuites au droit préférentiel de souscription des actions nouvelles.

Les Associés délèguent tous pouvoirs au Président, avec faculté de subdélégation dans les limites légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation, notamment pour augmenter les durées des périodes d'acquisition et de conservation, augmenter, le cas échéant, le capital par incorporation de bénéficiaires, réserves ou primes d'émission pour procéder à l'émission d'actions ordinaires attribuées gratuitement et plus généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire et notamment accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la ou les augmentations de capital résultant de l'attribution gratuite des actions ordinaires et modifier les statuts en conséquence.

Cette délégation est accordée pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente décision.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

VINGT-NEUVIEME DECISION

(transfert du siège social et modification subséquente de l'article 3 (« Siège social ») des statuts)

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport du président, décident de transférer, avec effet ce jour, le siège social de la Société du 1, rue Georges Berger, 75017 Paris au 110, route de la Valentine – ZAC de la Valentine, 13011 Marseille.

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident de modifier comme suit l'article 3 (« Siège social ») des statuts :

« **Article 3 - Siège social**

Le siège social est établi à :

110, route de la Valentine – ZAC de la Valentine, 13011 Marseille.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par décision du président, sous condition résolutoire de l'absence de ratification de cette décision par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 19. Lors d'un transfert décidé par le président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence. »

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

TRENTIEME DECISION

(refonte globale des statuts)

Les Associés décident de procéder à la refonte globale des statuts de la Société.

En conséquence, les Associés approuvent, article par article, puis dans son ensemble le texte des nouveaux statuts de la Société dont un original restera annexé au procès-verbal des présentes décisions.

Les Associés prennent acte que la forme, la dénomination sociale, la durée de la Société, son objet, son siège social, tel que modifié à la vingt-neuvième décision, son capital social, et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social, ne sont pas modifiés.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-ET-UNIEME DECISION

(nomination des premiers membres du conseil de surveillance)

Les Associés, conformément aux dispositions de l'article 17 des nouveaux statuts, décident de nommer, en qualité de premiers membres du comité de surveillance, avec effet à compter de ce jour et pour une durée illimitée :

- Monsieur Erwann Le Ligné, demeurant 214, rue Lecourbe, 75015 Paris,
- Monsieur Olivier Millet, demeurant 18 avenue Raphael 75016 Paris,
- Monsieur Florent Thiry, demeurant 8 Rue de Florence, 75008 Paris, et
- Naxicap Partners, une société anonyme, dont le siège social est situé à Paris (75007) – 5-7, rue de Monttessuy, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 437 558 893, représentée par Madame Angèle Faugier.

Les Associés décident que Naxicap Partners percevra une rémunération sous forme de jetons de présence d'un montant total annuel hors taxes de 40.000 euros, payable au plus tard le 31 décembre de chaque année, étant néanmoins précisé que pour l'année 2018, cette rémunération sera attribuée sur une base *prorata temporis*.

Les Associés décident que chacun des autres membres du comité de surveillance ne percevra aucune rémunération au titre de ses fonctions de membre du conseil de surveillance de la Société.

Toutefois, l'ensemble des membres du comité de surveillance aura droit au remboursement des frais qu'ils auront encourus au titre de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.


Messieurs Erwann Le Ligné, Olivier Millet, Florent Thiry et Naxicap Partners, préalablement pressentis, ont déclaré accepter, par avance, ces fonctions et affirmé ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de s'opposer à cette acceptation, ni être frappés par aucune mesure ni disposition susceptible de leur interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-DEUXIEME DECISION
(pouvoir pour les formalités légales)

Les Associés donnent tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités légales de publicité.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.



Pour extrait certifié conforme
Le Président

2 Ride Holding

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 110, route de la Valentine - ZAC la Valentine, 13011 Marseille
840 164 305 R.C.S. Paris (en cours de transfert au R.C.S. de Marseille)
(la « **Société** »)

Le soussigné :

Monsieur Patrick François, né le 17 février 1960 à Casablanca, de nationalité française, demeurant
1070, Boulevard du 8 mai – Casa Giulia, 06650 La Roquette-Sur-Siagne,

agissant en qualité de président de la Société,

déclare, conformément aux dispositions de l'article R. 123-110 du Code de commerce :

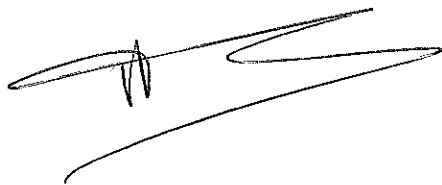
que les sièges sociaux antérieurs de la Société ont été les suivants :

- depuis sa constitution, soit le 4 juin 2018, jusqu'au 17 juillet 2018 : 1, rue Georges Berger, 75017 Paris ;
- à compter du 17 juillet 2018 : 110, route de la Valentine - ZAC la Valentine, 13011 Marseille.

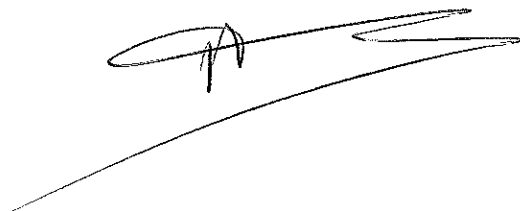
Fait en deux (2) exemplaires,

A Paris,

Le 17 juillet 2018



Certifié conforme
Par : Monsieur Patrick François
Président



2 Ride Holding

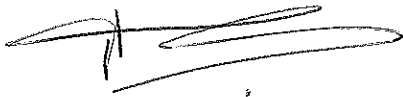
Société par actions simplifiée au capital de 37.286.831 euros
Siège social : 110, route de la Valentine - ZAC de la Valentine, 13011 Marseille
840 164 305 R.C.S. Marseille

(la « Société »)

STATUTS

**Statuts mis à jour à la suite des décisions des Actionnaires
en date du 17 juillet 2018**

Certifiés conformes



Le Président
M. Patrick François

Dans les présents statuts et leurs annexes (les « **Statuts** »), les termes commençant par une majuscule ont le sens qui leur est attribué à l'Annexe A ou, à défaut, dans le Pacte. Les références aux articles, paragraphes et annexes, sans autre précision, renvoient à ceux des Statuts. L'usage du terme « y compris » ou « notamment » implique que l'énumération ou l'illustration qui le suit n'est en rien limitative ou exhaustive. Tout terme défini s'entend, selon le cas, du genre masculin et du genre féminin ainsi que du mode singulier ou du mode pluriel.

I. FORME – OBJET – DÉNOMINATION SOCIALE SIÈGE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les Statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Actionnaires.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses Actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

ARTICLE 2 DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **2 RIDE HOLDING**.

Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 SIÈGE SOCIAL

Le siège social est établi à : **110, route de la Valentine - ZAC de la Valentine, 13011 Marseille**.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par la collectivité des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'ARTICLE 20.

Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 4 OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- le conseil aux entreprises,
- la prise de toutes participations dans toutes entreprises ou sociétés, quel(le) qu'en soit la nature juridique ou l'objet, par voie d'acquisition de parts ou d'actions, souscription, apport ou autrement,
- la gestion de participations minoritaires, de blocs de contrôle de sociétés, admises aux négociations sur un marché ou non, ainsi que de toutes autres valeurs mobilières,
- l'assistance aux sociétés de son groupe dans les domaines commercial, administratif, gestion, stratégie de développement, marketing, finances, négociation, etc,
- l'acquisition, la gestion, l'administration, la mise en valeur, la transformation, la location de tous immeubles ou biens immobiliers,
- la gestion de son portefeuille de titres, le placement de ses fonds indisponibles,
- toutes activités de courtage et de commission ou tous services, études, prestations, expertises et conseils en matières financière, économique ou commerciale,
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 5 DURÉE

Sauf prorogation ou dissolution anticipée, la durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

La décision de prorogation est prise par décision de la collectivité des Actionnaires ou de l'Actionnaire unique, sans que chaque prorogation ne puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une décision de l'Actionnaire unique ou de la collectivité des Actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

II. APPORT – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 APPORTS

Il a été fait à la Société, à sa constitution, un apport en numéraire d'un montant de mille (1.000) euros rémunéré par mille (1.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro.

Par décision des Actionnaires en date du 17 juillet 2018, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de 6.219.090 euros par émission de 5.545.224 Actions Ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, et de 673.866 ADP, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, en rémunération d'un apport en nature de 710.779 actions ordinaires émises par la société 2R Holding (811 242 940 R.C.S. Marseille) (« **2R Holding** »), selon la répartition figurant en Annexe B.

Par décision du Président en date du 17 juillet 2018, le capital social de la Société a été augmenté :

- d'un montant de 30.975.607 euros par émission de 30.975.607 Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune ; et
- d'un montant de 91.134 euros par émission de 91.134 ADP d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de trente-sept millions deux cent quatre-vingt-six mille huit cent trente et un (37.286.831) euros. Il est divisé en trente-sept millions deux cent quatre-vingt-six mille huit cent trente et un (37.286.831) Actions réparties en plusieurs catégories ainsi qu'il suit :

- trente-six millions cinq cent vingt et un mille huit cent trente et un (36.521.831) Actions Ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune (les « **Actions Ordinaires** ») ; et
- sept cent soixante-cinq mille (765.000) ADP d'un (1) euro de valeur nominale chacune (les « **ADP** ») ;

intégralement libérées, (les Actions Ordinaires et les ADP, les « **Actions** »).

ARTICLE 8 MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par la collectivité des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues par l'ARTICLE 20.

ARTICLE 9 LIBÉRATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription à la constitution, du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription en cas d'augmentation du capital et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus est effectuée en une ou plusieurs fois, sur décision du Président, dans un délai maximum de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en cas de constitution, ou du jour où cette opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

ARTICLE 10 FORME DES TITRES

Les Titres sont toutes émis en la forme nominative.

Les Titres donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert dans les livres de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. La catégorie d'Actions (Action Ordinaire et ADP) détenues par un Actionnaire fait l'objet d'une mention spéciale dans les comptes individuels tenus par la Société.

Une attestation d'inscription en compte pourra être délivrée à tout Actionnaire qui en fait la demande.

ARTICLE 11 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

11.1 Droits et obligations attachés à toutes les Actions

Les Actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, aux décisions collectives des Actionnaires.

En cas de pluralité d'Actionnaires, chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de Titres à l'occasion d'une opération telle qu'une réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les Actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les Actionnaires devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions nécessaires.

Chaque Actionnaire a, proportionnellement au nombre d'Actions qu'il détient, un droit de préférence à la souscription respectivement des Actions concernées à émettre en numéraire par la Société. Toutefois, chaque Actionnaire peut renoncer à titre individuel à son droit préférentiel de souscription. En cas de pluralité d'Actionnaires, ces derniers peuvent aussi décider, par voie de décision collective, de supprimer collectivement leur droit préférentiel de souscription conformément à la loi et aux dispositions de l'ARTICLE 20.

11.2 Droits et obligations attachés aux Actions Ordinaires

A chaque Actions Ordinaires est attaché un (1) droit de vote.

Sous réserve des droits spécifiques attachés aux ADP, chaque Action Ordinaire donne droit, proportionnellement à la quotité de capital qu'elle représente, à une part dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours de vis sociale, ou en cas de Liquidation de la Société, dans les conditions et modalités figurant dans les Statuts.

11.3 Droits et obligations attachés aux ADP

Les droits et obligations attachés aux ADP sont décrits en Annexe C des Statuts.

ARTICLE 12 INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS - NUE-PROPRIÉTÉ ET USUFRUIT

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les droits attachés aux Actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la Société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus propriétaires à l'égard de la Société ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales pour l'adoption des décisions relatives à l'approbation des comptes et l'affectation du résultat et au nu-propiétaire pour l'adoption des autres décisions collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé, en l'absence de convention spéciale des parties, selon les dispositions suivantes :

- le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent au nu-propiétaire ;
- si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de la cession ou les biens acquis par le moyen de ces sommes sont soumis à usufruit ;
- le nu-propiétaire est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit (8) jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit ;
- il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a pas demandé cette attribution, ni vendu les droits trois (3) mois après le début des opérations d'attribution ;
- l'usufruitier, dans les deux cas peut alors se substituer au nu-propiétaire pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution, soit pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, le nu-propiétaire peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession et les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-proprétaire pour la nue-proprété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versement de fonds effectué par le nu-proprétaire ou l'usufruitier pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-proprétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à celui qui a versé les fonds.

ARTICLE 13 TRANSMISSION DES TITRES

La propriété des Titres résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

Le Transfert des Titres s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dit « registre de mouvements de titres ».

Sous réserve des stipulations du Pacte et des Statuts, la Société est tenue de procéder à cette inscription dès réception de l'ordre de mouvement. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire. Si les Actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

Chacun des Associés s'interdit de Transférer tout Titre qu'il détient ou détiendra, si ce n'est conformément aux stipulations du Pacte et des Statuts, dont il reconnaît avoir une parfaite connaissance et qu'il s'est engagé à respecter.

Les Associés reconnaissent que les stipulations du Pacte s'appliqueront par priorité à toutes autres stipulations ayant le même objet convenues entre les Associés et/ou certains d'entre eux.

A ce titre, il est précisé que le Pacte prévoit notamment (i) une inaliénabilité temporaire des Titres détenus par certains Associés, (ii) un droit de préemption au profit de certains Associés, (iii) un droit de cession conjointe au profit de certains Associés, et (iv) un droit de sortie organisé au profit de certains Associés, qui inclut un droit de sortie forcée.

Tout Transfert effectué en violation des stipulations du Pacte sera réputé avoir été réalisé en violation des Statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce, le droit d'agir en nullité appartenant à tout Actionnaire.

Dans tous les cas où un Associé est tenu de Transférer ses Titres aux termes du Pacte, le prix des Titres que cet Associé est tenu de Transférer est déterminé conformément à l'accord des Associés stipulé dans le Pacte.

Les Actionnaires reconnaissent et acceptent que le Pacte prévoit que le prix de cession des Actions sera dans certains cas déterminé par une banque qualifiée ou un expert indépendant agissant conformément aux dispositions du Pacte.

III. ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 PRINCIPE GENERAL

La Société est (i) dirigée par un président (le « **Président** ») qui pourra demander au Comité de Surveillance d'être assisté par un ou plusieurs directeurs généraux (individuellement, un « **Directeur Général** » et collectivement, les « **Directeurs Généraux** »), et (ii) sous la supervision d'un comité de surveillance (le « **Comité de Surveillance** »).

Le Comité de Surveillance pourra être assisté par un ou plusieurs comités particuliers pour l'exercice de sa mission, dont notamment un comité des rémunérations (le « **Comité des Rémunérations** »).

ARTICLE 15 PRÉSIDENT

15.1 Désignation et cessation des fonctions

Le Président, personne physique ou morale, Actionnaire ou non, est nommé, avec ou sans limitation de durée, par décision du Comité de Surveillance, conformément aux stipulations du Pacte.

Le mandat du Président est renouvelable selon les mêmes modalités.

Les fonctions du Président prennent fin par :

- sa démission, sa révocation ou l'arrivée du terme de son mandat ; ou
- son décès ou son incapacité, dans le cas où le Président est une personne physique, ou sa dissolution ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, dans le cas où le Président est une personne morale.

Le Président peut être révoqué *ad nutum*, i.e. sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance, sauf décision contraire du Comité de Surveillance d'attribuer au Président une indemnité en cas de révocation, lors de la décision du Comité de Surveillance de désignation du Président et de détermination de sa rémunération.

15.2 Rémunération du Président

La rémunération du Président sera déterminée par le Comité de Surveillance après consultation du Comité des Rémunérations.

Le Président aura également droit au remboursement des frais raisonnables qu'il aura exposés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation de justificatifs.

15.3 Pouvoirs du Président

Le Président administre la Société conformément à son intérêt social et représente la Société à l'égard des tiers conformément à l'article L. 227-6 du Code de commerce.

Le Président dispose à ce titre des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs expressément attribués au Comité de Surveillance et aux Actionnaires par la loi, les règlements en vigueur et les Statuts, et dans la limite de l'objet social.

Le Président prépare et arrête les comptes annuels et les comptes consolidés, le cas échéant, le rapport de gestion, ainsi que tout document exigé par les dispositions légales ou statutaires.

Le Président peut, sous sa responsabilité, donner toutes délégations de compétence ou de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, Actionnaires ou non, de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions des présents Statuts.

Le Président est l'organe social auprès duquel les représentants du comité d'entreprise élus par les salariés exercent, le cas échéant, les droits définis par les articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code du travail.

ARTICLE 16 DIRECTEURS GÉNÉRAUX

16.1 Désignation et cessation des fonctions

Le Président pourra être assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, Actionnaires ou non, nommés, avec ou sans limitation de durée.

Tout Directeur Général sera nommé, sur proposition du Président, pour une durée limitée ou illimitée par le Comité de Surveillance.

Le mandat des Directeurs Généraux est renouvelable selon les mêmes modalités.

Les fonctions du Directeur Général prennent fin par :

- sa démission, sa révocation ou l'arrivée du terme de son mandat ; ou
- son décès ou son incapacité, dans le cas où le Directeur Général est une personne physique, ou sa dissolution ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, dans le cas où le Directeur Général est une personne morale.

Tout Directeur Général pourra être révoqué *ad nutum*, i.e. sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance.

16.2 Rémunération des Directeurs Généraux

La rémunération de tout Directeur Général sera déterminée annuellement par le Comité de Surveillance.

Toute Directeur Général aura également droit au remboursement des frais raisonnables qu'il aura exposés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation de justificatifs.

16.3 Pouvoirs des Directeurs Généraux

Toute Directeur Général disposera des pouvoirs qui lui seront attribués au moment de sa nomination par le Comité de Surveillance, sous réserve dans tous les cas des pouvoirs qui seront attribués au Comité de Surveillance et aux Actionnaires.

Les Directeurs Généraux peuvent, sous leur responsabilité, donner toutes délégations de compétence ou de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, Actionnaires ou non, de leur choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doivent prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions des présents Statuts.

ARTICLE 17 COMITE DE SURVEILLANCE

17.1 Désignation et cessation des fonctions

Le Comité de Surveillance sera constitué à tout moment de quatre (4) membres au moins et de six (6) membres au plus, personnes physiques ou morales.

Les fonctions de membre du Comité de Surveillance prennent fin par :

- sa démission, sa révocation ou l'arrivée du terme de son mandat ; ou
- son décès ou son incapacité, dans le cas où le membre du Comité de Surveillance est une personne physique, ou sa dissolution ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, dans le cas où le membre du Comité de Surveillance est une personne morale.

Les membres du Comité de Surveillance seront désignés conformément aux stipulations du Pacte, avec ou sans limitation de durée, et seront révocables *ad nutum, i.e.*, sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par les Actionnaires statuant à la majorité simple, étant précisé qu'en cas de cessation de fonctions d'un membre du Comité de Surveillance, celui-ci sera remplacé par décision des Actionnaires statuant à la majorité simple en respectant les stipulations du Pacte relatives à la composition du Comité de Surveillance.

Un président du Comité de Surveillance (le « **Président du CS** ») sera désigné par les membres du Comité de Surveillance statuant à la majorité simple, conformément aux stipulations du Pacte.

17.2 Rémunération des membres du Comité de Surveillance

Les membres du Comité de Surveillance peuvent, dans les conditions du Pacte, être rémunérés au titre de leurs fonctions par décision du Comité de Surveillance. En tout état de cause, les membres du Comité de Surveillance ont droit au remboursement des frais raisonnables qu'ils auront exposés au titre de leurs fonctions, sur production des justificatifs correspondants.

Les membres du Comité de Surveillance auront par ailleurs droit au remboursement des frais qu'ils auront raisonnablement exposés au titre de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

17.3 Fonctionnement du Comité de Surveillance

Le Comité de Surveillance se réunira, en principe, au moins une (1) fois par trimestre et à tout moment en cas de nécessité, sur convocation du Président du CS, d'un (1) membre du Comité de Surveillance et/ou du Président transmise, sur première convocation avec un préavis d'au moins huit (8) Jours et sur deuxième convocation, le cas échéant, avec un préavis d'au moins quatre (4) Jours. Les documents nécessaires à la prise de décision des membres du Comité de Surveillance seront transmis par le ou les initiateurs de la réunion à chacun des membres du Comité de Surveillance en même temps que la convocation. Le Président pourra assister à toutes les réunions du Comité de Surveillance (à l'exception des réunions du Comité de Surveillance appelées à délibérer sur le statut et la rémunération du Président) sans voix délibérative.

Le Comité de Surveillance ne pourra valablement délibérer que si sont présents ou représentés le Président du CS et des membres représentant la majorité des droits de vote dont disposent les membres du Comité de Surveillance. En tout état de cause, le Comité de Surveillance pourra se réunir sans délai et à tout moment si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les membres du Comité de Surveillance pourront participer aux réunions par voie de télétransmission (téléphone, vidéoconférence ou autre) et pourront se faire représenter par un autre membre du Comité de Surveillance ou par tout collaborateur direct du membre du Comité de Surveillance concerné. Chaque réunion du Comité de Surveillance donnera lieu à l'établissement et à la signature d'une feuille de présence et les débats et résolutions du Comité de Surveillance feront l'objet de procès-verbaux qui devront être signés par le Président du CS et un membre du Comité de Surveillance ou, à défaut, par des membres du Comité de Surveillance représentant au moins la majorité des droits de vote dont disposent les membres du Comité de Surveillance.

Le Comité de Surveillance pourra également être consulté par résolutions écrites à l'initiative du Président du CS, d'un (1) membre du Comité de Surveillance et/ou du Président, sous réserve que (i) le projet des résolutions devant faire l'objet de cette consultation soit communiqué à chaque membre du Comité de Surveillance huit (8) Jours au moins avant la date à laquelle l'auteur de la convocation souhaite que le Comité de Surveillance se prononce sur ces résolutions, ou que (ii) tous les membres du Comité de Surveillance signent le procès-verbal des résolutions proposées.

Par exception à ce qui précède, en cas d'urgence, le Comité de Surveillance pourra se réunir à tout moment dans les conditions prévues par le Pacte.

17.4 Censeurs

Le Comité de Surveillance statuant à la majorité simple pourra désigner, selon les stipulations du Pacte, deux (2) censeurs (les « **Censeurs** »). Les Censeurs pourront être une personne physique ou une personne morale.

Les Censeurs seront convoqués aux réunions du Comité de Surveillance dans les mêmes délais et selon les mêmes modalités que les membres du Comité de Surveillance, et se verront communiquer les mêmes informations que celles qui seront communiquées aux membres du Comité de Surveillance. Ils pourront assister à ces réunions et participer aux débats mais n'auront pas de droit de vote.

Les Censeurs seront révocables *ad nutum*, i.e, sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance, conformément aux stipulations du Pacte.

Les Censeurs ne percevront aucune rémunération au titre de leur mandat. Sans préjudice de ce qui précède, tous les Censeurs auront droit au remboursement des frais qu'ils auront raisonnablement exposés au titre de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

17.5 Pouvoirs du Comité de Surveillance

Le Président et les Directeurs Généraux ne pourront prendre, voter ou mettre en œuvre toute décision ou mesure figurant ci-dessous (les « **Décisions Importantes** »), sans avoir recueilli l'accord préalable et écrit du Comité de Surveillance, étant précisé que les modalités particulières d'exercice des pouvoirs du Comité de Surveillance sont décrits dans les stipulations du Pacte :

- (i) l'approbation ou la modification du Budget Annuel et la modification du business plan du Groupe ;
- (ii) l'arrêté des comptes annuels sociaux de la Société et des comptes consolidés de la Société et des Filiales et l'affectation du résultat ;
- (iii) toute décision de distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes ou de réserves par la Société et les Filiales ;
- (iv) toute décision nécessitant ou impliquant la modification des statuts de la Société ou de l'une des Filiales, y compris toute opération ou émission de titres susceptible de modifier immédiatement, potentiellement, conditionnellement ou par l'écoulement du temps, le capital social de la Société ou d'une Filiale ;
- (v) toute décision de nomination, révocation, ou de non renouvellement, du Président et/ou de modification de sa rémunération ;
- (vi) tout projet de création, de changement substantiel ou de cessation d'activité ou de branche d'activité de la Société ou de l'une des Filiales ;

- (vii) toute décision relative à la rémunération des mandataires sociaux de la Société ou des Filiales ;
- (viii) toute décision d'acquisition, de rachat, de souscription, de location ou de cession par de la Société ou une des Filiales de parts, valeurs mobilières (à l'exception de parts d'OPCVM et autres placements de trésorerie), de fonds de commerce, d'activité, de branche d'activité ou d'entreprises ou de tout autre actif immobilisé non prévue par le budget, à condition s'agissant d'un actif immobilisé qu'il ait une valeur unitaire supérieure à cent mille (100.000) euros. Il est précisé que dès lors que les actifs immobilisés unitaires excèdent en cumulé deux cent mille (200.000) euros par exercice, une autorisation préalable du Comité de Surveillance est nécessaire ;
- (ix) toute prise d'intérêt sous quelque forme que ce soit (y compris en capital) par la Société ou une des Filiales dans une entreprise avec ou sans personnalité morale, entraînant une responsabilité indéfinie ;
- (x) toute conclusion de dettes ou de lignes de crédit auprès de quiconque et sous quelque forme que ce soit (notamment par voie de crédit-bail) ayant pour effet de dépasser le montant cumulé des emprunts, dettes ou lignes de crédit budgétés à ce titre dans le Budget Annuel ;
- (xi) tout prêt ou avance consenti par la Société ou une des Filiales à un tiers autre qu'une Filiale en dehors de ceux consentis dans la marche normale des affaires et conformes aux pratiques antérieures ;
- (xii) tout octroi de toute Sûreté, par la Société ou une Filiale au profit d'un tiers non prévu par le Budget Annuel, à l'exception des Sûretés relatives à l'activité du Groupe, représentant un engagement unitaire inférieur à cinquante mille (50.000) euros lesquelles ne devront faire l'objet que d'une information préalable du Comité de Surveillance Il est précisé que dès lors que les Sûretés excèdent en cumulé deux cent mille (200.000) euros par exercice au-delà de ce qui est prévu au Budget Annuel, une autorisation préalable du Comité de Surveillance est nécessaire ;
- (xiii) toute décision d'introduction en bourse de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xiv) toute proposition de nomination d'un commissaire aux comptes de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xv) toute promesse, toute option et tout engagement de la Société ou de l'une des Filiales qui l'obligerait à prendre l'une des décisions ou effectuer l'une des opérations mentionnées ci-dessus ou ci-dessous ;
- (xvi) toute convention ou autre accord conclu entre la Société et/ou l'une des Filiales d'une part, et le Président ou les Cadres ou leurs affiliés ou des membres de leurs familles d'autre part ;
- (xvii) toute convention conclue directement ou indirectement ou par personne interposés entre la Société et un dirigeant ou un membre du Comité de Surveillance ;

- (xviii) toute convention conclue entre la Société et/ou l'une des Filiales, constituant une convention réglementée au sens de l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- (xix) toute décision devant faire l'objet d'une autorisation préalable des établissements bancaires en vertu d'un contrat de prêt ou d'un financement court/moyen terme ;
- (xx) toute décision ou tout évènement susceptible de constituer un cas de remboursement anticipé ou un cas d'exigibilité anticipée d'un contrat de prêt ou d'un financement court/moyen terme ;
- (xxi) toute décision d'apport en nature, d'apport partiel d'actifs, de fusion, de scission ou de dissolution de la Société ou de l'une des Filiales, ou de mise en location gérance du fonds de commerce de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xxii) tout abandon de créances (et dans l'hypothèse d'un abandon de créance à caractère commercial, pour un montant supérieur à cent mille (100.000) euros) ;
- (xxiii) toute modification des méthodes comptables de la Société ou de l'une des Filiales, à l'exception de celles imposées par la réglementation comptable ou les commissaires aux comptes ;
- (xxiv) tout recrutement ou licenciement ou toute modification de la rémunération d'un Cadre ou de tout autre mandataire social ou salarié du Groupe, dont la rémunération annuelle brute non chargée serait supérieure à cent vingt mille (120.000) euros ;
- (xxv) toute mise en place ou modification du plan d'intéressement des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux (en ce inclus le Président et les Cadres) de la Société ou de l'une des Filiales ;
- (xxvi) toute décision du Président de renoncer au bénéfice de l'engagement de non concurrence prévu par le Pacte ;
- (xxvii) l'initiation de toute procédure judiciaire, administrative ou arbitrale à laquelle la Société ou l'une des Filiales est partie et/ou la conclusion de toute transaction y afférente, si le montant concerné est supérieur à deux cent mille (200.000) euros.

Le Président et les Directeurs Généraux ne pourront prendre, voter ou mettre en œuvre toute décision ou mesure suivante sans avoir informé préalablement le Comité de Surveillance :

- (i) toute décision (en ce inclus toute promesse, toute option ou tout engagement) visée aux paragraphes (viii) et (xii) ci-dessus, mais pour des montants inférieurs aux seuils qui y sont visés (et pour lesquels l'autorisation préalable du Comité de Surveillance est requise) ;
- (ii) la conclusion de toute transaction mettant un terme à une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, à laquelle la Société ou l'une des Filiales est partie, si le montant concerné est supérieur à cinquante mille (50.000 euros) mais inférieur à deux cent mille (200.000) euros.

Le Président et les Directeurs Généraux ne pourront prendre, voter ou mettre en œuvre toute décision ou mesure suivante, sans avoir recueilli l'accord préalable et écrit du Comité de Surveillance conformément aux stipulations du Pacte :

- (i) toute modification des statuts de la Société contraire aux stipulations du Pacte (et donc à l'exception notamment de toute modification des statuts de la Société résultant d'une émission de Titres ou modification technique résultant d'une obligation législative ou réglementaire) ;
- (ii) toute conclusion ou modification d'une convention conclue entre la Société et l'Investisseur Principal ou l'un de ses Affiliés ;
- (iii) toute prise de participation dans une entité n'exerçant pas des activités similaires ou connexes à celles des Filiales et/ou toute prise de participation et/ou aliénation, présentant les caractéristiques cumulatives suivantes : (i) portant sur un actif immobilisé ayant une valeur d'entreprise supérieure à quinze millions (15.000.000) d'euros et (ii) n'étant pas approuvée par le Président et les Prêteurs Senior, ladite approbation des Prêteurs Senior étant nécessaire si cet actif ne constitue pas une cible éligible au sens de la Documentation de Financement.

Chaque membre du Comité de Surveillance disposera d'un (1) droit de vote. Toute décision du Comité de Surveillance sera valablement adoptée à la majorité simple des droits de vote dont disposent tous ses membres. En cas de partage des voix entre les membres du Comité de Surveillance, le Président du CS bénéficiera d'une voix prépondérante.

17.6 Information du Comité de Surveillance

Sans préjudice des documents transmis obligatoirement aux Actionnaires en application des dispositions légales, réglementaires et statutaires de la Société, le Président et, le cas échéant, les Directeurs Généraux, s'engagent à préparer ou faire établir et à communiquer aux membres du Comité de Surveillance et aux Censeurs les documents et informations suivants :

- (iii) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de trente (30) Jours à compter de la fin de chaque mois, un *reporting* présentant le chiffre d'affaires, la marge sur coûts variables, l'EBITDA Consolidé, les besoins en fonds de roulement, les dépenses d'investissement (Capex) et l'endettement net du Groupe ;
- (iv) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de (30) Jours à compter de la fin de chaque trimestre, une situation trimestrielle sur une base consolidée, en cumul à la fin du trimestre concernée, présentant le chiffre d'affaires, la marge brute, l'EBITDA Consolidé, l'endettement net du Groupe et les ratios financiers du Groupe, avec une comparaison par rapport à l'exercice précédent et au budget prévisionnel de l'exercice, (sauf en ce qui concerne les ratios financiers) ;

- (v) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de (45) Jours à compter de la fin de chaque semestre, une situation semestrielle sur une base consolidée, pour le semestre concerné, présentant le chiffre d'affaires, la marge brute, l'EBITDA Consolidé, l'endettement net du Groupe et les ratios financiers du Groupe, avec une comparaison par rapport à l'exercice précédent et au budget prévisionnel de l'exercice (sauf en ce qui concerne les ratios financiers) ;
- (vi) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de quarante-cinq (45) Jours à compter de la fin de chaque trimestre, un tableau de trésorerie établi sur une base consolidée ;
- (vii) dès que possible et en tout état de cause dans un délai de (120) Jours à compter de la fin de l'exercice social, (x) les comptes sociaux de chacune des sociétés Françaises du Groupe certifiés par les commissaires aux comptes et complétés des rapports de gestion et des rapports des commissaires aux comptes et (y) un exemplaire des comptes consolidés de la Société certifiés par les commissaires aux comptes et complétés des rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes ;
- (viii) dans un délai raisonnable à compter de la date à laquelle ils seront disponibles, les comptes sociaux de chacune des sociétés étrangères du Groupe certifiés par les commissaires aux comptes, le cas échéant, et complétés des rapports de gestion et des rapports des commissaires aux comptes, le cas échéant ;
- (ix) toute information relative à des faits, événements ou circonstances connus pouvant affecter de manière significative et défavorable le patrimoine, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe ;
- (x) dans un délai de cinq (5) jours ouvrés avant les dates d'échéance visées dans la Documentation de Financement pour la remise aux Prêteurs Senior par le Président des informations financières visées dans la Documentation de Financement, la copie de tout document relatif auxdites informations ; et
- (viii) dans un délai de trente (30) Jours à compter de la fin de l'exercice social, (a) une attestation d'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux du Groupe, (b) une attestation d'inscription en compte de chacun des Associés et (c) une attestation d'inscription en compte de chacune des Filiales.

Le Président et, le cas échéant, les Directeurs Généraux, veilleront à permettre au Comité de Surveillance d'accéder à toutes les informations nécessaires dans le cadre de sa mission.

17.7 Budget annuel et plan d'affaires

Le Président présentera aux membres du Comité de Surveillance :

- (i) au plus tard quinze (15) Jours avant la fin de chaque exercice social, un projet de budget prévisionnel annuel concernant la Société et les Filiales faisant apparaître (i) sur une base consolidée, le bilan, le compte de résultat et le tableau de trésorerie, (ii) les autres indicateurs clés déterminés par le Comité de Surveillance, (iii) une comparaison avec le budget annuel consolidé de l'exercice en cours ou avec toute nouvelle projection d'atterrissage réalisée en cours d'exercice, et (iv) un commentaire de ce budget décrivant notamment sa construction, ses principales hypothèses et les principaux faits significatifs ;
- (ii) si le Comité de Surveillance lui en a fait la demande expresse avec un préavis raisonnable, le Président devra également présenter au Comité de Surveillance la projection d'atterrissage de l'exercice en cours, selon le même format que le budget annuel conformément au paragraphe précédent et/ou une réactualisation du plan d'affaires à trois (3) ans.

Une proposition finale du Président pour le budget annuel consolidé devra être communiquée aux membres du Comité de Surveillance au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la réunion du Comité de Surveillance qui devra se tenir dans les deux dernières semaines du mois de septembre de chaque année et au cours de laquelle ledit budget annuel consolidé sera soumis à l'approbation du Comité de Surveillance (le « **Budget Annuel** »). Le Comité de Surveillance devra motiver toute décision de refus d'approbation du Budget Annuel de sorte que le Président puisse être en mesure, à la lumière de ces motifs, de préparer de nouveaux projets. Les nouveaux projets devront être approuvés par le Comité de Surveillance qui pourra demander toute modification qu'il jugera nécessaire.

17.8 Comité des Rémunérations

Le Comité des Rémunérations sera constitué à tout moment d'au plus quatre (4) membres.

Les membres du Comité des Rémunérations seront désignés conformément aux stipulations du Pacte, pour une durée limitée ou illimitée et seront révocables *ad nutum*, i.e, sans préavis et sans qu'aucune indemnisation ne soit due ou motivation donnée, par le Comité de Surveillance statuant à la majorité simple, étant précisé qu'en cas de cessation de fonctions d'un membre du Comité des Rémunérations, celui-ci sera remplacé par décision du Comité de Surveillance statuant à la majorité simple en respectant les stipulations du Pacte.

Les membres du Comité des Rémunérations ne percevront aucune rémunération au titre de leurs fonctions.

Le Comité des Rémunérations sera saisi aussi souvent que nécessaire à la demande du Président ou du Président du CS.

Le Comité des Rémunérations pourra se réunir sans délai et à tout moment.

Les membres du Comité des Rémunérations pourront participer aux réunions par voie de télétransmission (téléphone, vidéoconférence ou autre).

Le Comité des Rémunérations aura un rôle d'étude auprès du Comité de Surveillance et du Président et soumettra à ces derniers ses recommandations, préalablement à (i) la prise de toute décision par le Comité de Surveillance relative à la détermination ou la modification de la rémunération d'un Cadre ou de tout autre mandataire social ou salarié du Groupe dont la rémunération annuelle brute non chargée serait supérieure à cent vingt mille (120.000) euros et (ii) la prise de toute décision par le Président relative à la détermination ou la modification de la rémunération d'un Cadre ou de tout autre mandataire social ou salarié du Groupe dont la rémunération annuelle brute non chargée serait inférieure à cent vingt mille (120.000) euros.

Chaque membre disposera d'une voix. Tout membre pourra se faire représenter par la personne de son choix.

Les recommandations du Comité des Rémunérations seront adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, conformément aux stipulations du Pacte.

Les recommandations formulées par le Comité des Rémunérations ne lieront aucunement le Comité de Surveillance et le Président qui resteront en tout état de cause libres de suivre ou non les recommandations du Comité des Rémunérations.

ARTICLE 18 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Toute convention conclue entre un Actionnaire ou l'un de ses Affiliés et la Société ou l'une des Filiales et plus généralement, toutes conventions visées par les articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce doit être préalablement approuvée par le Comité de Surveillance conformément à l'article 17.5 des Statuts.

En outre, sauf si elles portent sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, le commissaire aux comptes (ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président) présente aux Actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les Actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Actionnaire, il est seulement fait mention au registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

IV. DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITÉ DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 19 POUVOIRS

Sous réserve, le cas échéant, de l'approbation préalable du Comité de Surveillance, conformément à l'article 17.5 des Statuts, sont obligatoirement soumises à la décision de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par décision collective des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'ARTICLE 20 :

- nomination des commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels, et, le cas échéant, des comptes consolidés, affectation du résultat et distributions ;
- examen des conventions réglementées dans les conditions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
- nomination, renouvellement, révocation et, le cas échéant, rémunération des membres du Comité de Surveillance ;
- nomination des liquidateurs ;
- modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement ;
- fusion, scission, apport partiel d'actif ou liquidation de la Société ;
- dissolution, prorogation ;
- transformation de la Société en une société d'une autre forme et toute autre opération ayant pour effet d'entraîner la modification des statuts, sous réserve des dispositions prévues à l'ARTICLE 3 ci-dessus pour le transfert du siège social ; et
- émission d'obligations ou de valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Toute autre décision relève des pouvoirs du Président, des Directeurs Généraux et du Comité de Surveillance selon le cas, conformément aux Statuts, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires impératives applicables.

ARTICLE 20 DÉCISIONS DE LA COLLECTIVITÉ DES ACTIONNAIRES

La consultation des Actionnaires est effectuée à l'initiative du Président, du Président du CS ou à l'initiative de l'Actionnaire unique ou d'un ou plusieurs Actionnaires représentant plus de quinze pour cent (15%) des actions et des droits de vote (l'« **Initiateur** »).

Les décisions collectives résultent, au choix de l'Initiateur, d'une consultation écrite, d'une assemblée générale ou d'un consentement acté. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

Qu'elles résultent d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite, les décisions des Actionnaires, sauf disposition légale contraire, sont adoptées collectivement par un total de voix représentant plus de la moitié des Actions de la Société ayant droit de vote. Il est rappelé qu'en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, il est fait application du premier alinéa de l'article L. 225-138 du Code de commerce pour le calcul de la majorité.

20.1 Modalités de Consultation

Les décisions collectives sont prises :

- (i) par consultation écrite : dans ce cas, l'Initiateur adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax ou par tout autre moyen le texte de la ou des résolutions proposées à l'approbation des Actionnaires, accompagné des documents d'information devant permettre aux Actionnaires de se prononcer sur le texte de la ou des résolution(s) soumise(s) à leur approbation. L'Actionnaire n'ayant pas répondu par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par courrier électronique dans un délai de cinq (5) jours suivant la réception de la convocation est considérée comme absent pour les besoins du calcul de la majorité. La procédure de consultation écrite est arrêtée si un Actionnaire demande à la Société, dans un délai de cinq (5) jours suivant la réception de la convocation, que le texte de la ou des résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une assemblée de la Société ;
- (ii) en assemblée : les Actionnaires se réunissent au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger. Les assemblées sont convoquées par l'Initiateur par tous moyens écrits, et notamment au moyen d'une lettre simple ou par télécopie ou par courrier électronique adressée aux Actionnaires trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les lettres de convocation comportent l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu. Les documents d'information devant permettre aux Actionnaires de se prononcer sur l'ordre du jour sont joints à la convocation ou mis à la disposition des Actionnaires au siège social. La réunion peut être organisée par vidéoconférence. Dans le cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée peut se réunir valablement sur convocation verbale et sans délai, étant précisé qu'en ce cas, les documents d'information devant permettre aux Actionnaires de se prononcer sur l'ordre du jour sont remis ou lus, selon le cas, aux Actionnaires à l'ouverture de l'assemblée. Tout Actionnaire peut se faire représenter aux assemblées par un autre Actionnaire ou un tiers. Chaque Actionnaire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

S'agissant des décisions collectives prises en assemblée, celle-ci ne délibère valablement que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent des actions représentant au moins la moitié des droits de vote de la Société.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président. Le président de l'assemblée désigne le secrétaire de séance qui peut être un Actionnaire ou un tiers.

- (iii) par consentement acté : les décisions collectives peuvent également résulter du consentement de l'ensemble des Actionnaires exprimé dans un acte notarié ou sous seing privé. Dans ce cas, aucune convocation préalable n'est requise pour de telles décisions.

20.2 Procès-verbaux

20.2.1 Procès-verbal d'assemblée

Toute décision collective des Actionnaires prise en assemblée est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président ou, le cas échéant, par le président de séance, ainsi que par le secrétaire de séance.

Le procès-verbal indique la date, l'heure et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des Actionnaires présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

20.2.2 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque Actionnaire.

20.2.3 Décisions de l'Actionnaire unique

Si la Société est unipersonnelle, le procès-verbal indique la date et le lieu de la décision, la présence, le cas échéant, du Président, les documents et rapports soumis à l'Actionnaire unique préalablement à la prise des décisions. Le procès-verbal est signé par l'Actionnaire unique.

20.2.4 Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis et signés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. En cas de décision collective des Actionnaires prise par consentement acté, cet acte est annexé au registre des procès-verbaux.

20.2.5 Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des Actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président ou le secrétaire de séance. Lorsque la Société est unipersonnelle, les copies ou extraits des décisions prises par l'Actionnaire unique, sont valablement certifiés par le Président, un fondé de pouvoir habilité à cet effet ou l'Actionnaire unique.

Au cours de la liquidation de la Société, les procès-verbaux sont valablement certifiés par le liquidateur.

ARTICLE 21 DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Pour toutes les décisions des Actionnaires où les dispositions légales imposent que le Président et/ou le ou les commissaire(s) aux comptes établissent un ou plusieurs rapports, le Président devra communiquer lesdits rapports aux Actionnaires, au plus tard concomitamment à la tenue de l'assemblée, la communication des projets de résolutions en cas de consultation par correspondance, ou la signature de l'acte sous seing privé.

Les Actionnaires ont un droit de communication dans les termes et conditions fixés par les dispositions légales et règlementaires en vigueur, ainsi que par les Statuts.

V. EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – RÉSULTAT

ARTICLE 22 EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 septembre 2019.

ARTICLE 23 COMPTES SOCIAUX

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et aux principes comptables applicables en France.

À la fin de chaque exercice social, le rapport de gestion, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, sont arrêtés par le Président puis transmis pour examen au Comité de Surveillance et, le cas échéant, aux commissaires aux comptes. Le Président doit mettre ces documents à la disposition du ou des commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, dans les conditions prévues par la loi et les règlements et les soumettre à l'approbation de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par la collectivité des Actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'ARTICLE 20, dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice social.

ARTICLE 24 AFFECTATION DES RÉSULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et charges de l'exercice et fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour être affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il retrouve son caractère obligatoire lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, et augmenté s'il y a lieu du report bénéficiaire antérieur (le « **Bénéfice Distribuable** »).

La collectivité des Actionnaires ou l'Actionnaire unique, sur proposition du Président, peut décider d'affecter tout ou partie du Bénéfice Distribuable à la dotation de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, de le reporter à nouveau ou de le distribuer entre tous les Actionnaires dans les conditions ci-après.

En outre, l'Actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'Actionnaires, la collectivité des Actionnaires, peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués (le Bénéfice Distribuable et les réserves disponibles ayant été mises en distribution par l'Actionnaire unique ou la collectivité des Actionnaires étant ci-après désignés les « **Sommes Distribuées** »). Cependant, les Sommes Distribuées sont prélevées par priorité sur le Bénéfice Distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Actionnaire unique ou les Actionnaires, dans le respect des droits attachés à chaque catégorie de Titres :

- déterminent la part de ces sommes qui leur est attribuée sous forme de dividendes ;
- affectent la part non distribuée du bénéfice de l'exercice dans les proportions qu'ils déterminent, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, soit au compte "report à nouveau".

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La collectivité des Actionnaires ou l'Actionnaire unique statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque Actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution – ou des acomptes sur dividendes – une option entre le paiement du dividende – ou de l'acompte – en numéraire ou en actions de la Société.

ARTICLE 25 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au cours de la vie sociale, sous réserve du respect des stipulations de l'article 17.5 des Statuts, des commissaires aux comptes pourront être nommés par décision de la collectivité des Actionnaires pour une durée de six (6) exercices.

VI. DISSOLUTION - CONTESTATION

ARTICLE 26 DISSOLUTION

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul Actionnaire personne morale, sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle de son patrimoine social à l'Actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du délai d'opposition des créanciers sociaux, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'Actionnaires ou d'Actionnaire unique personne physique, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux Statuts.

Le Boni de Liquidation est réparti entre les Associés conformément aux droits attachés à chaque catégorie de Titres.

ARTICLE 27 CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de survenir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Annexe A
Définitions

| | |
|-------------------------------------|--|
| « 2R Holding » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 6. |
| « Action » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 7. |
| « Associé » | désigne tout détenteur de Titres. |
| « ADP » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 7. |
| « Actions Ordinaires » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 7. |
| « Affilié » | d'une personne donnée désigne toute personne morale ou autre entité (notamment une copropriété de valeurs mobilières) qui, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités, Contrôle ou est Contrôlée par cette personne donnée, ou est Contrôlée, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités, par une personne qui Contrôle cette personne donnée, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités, étant précisé (i) qu'une société de gestion d'un fonds sera réputée Contrôler ledit fonds et (ii) qu'une société exerçant une activité de gestion de participations, de gestion de patrimoine ou d'investissement de fonds de tiers sera réputée Contrôler par la société conseillant ladite société. |
| « Boni de Liquidation » | a le sens qui lui est attribué à l' <u>Annexe C</u> . |
| « Budget Annuel » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 17.7. |
| « Cadre » | a le sens qui lui est attribué dans le Pacte. |
| « Censeur » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 17.4. |
| « Contrat de Prêt Senior » | désigne le contrat de prêt senior intitulé « <i>Second Loss Facilities Agreement</i> » conclu à la Date de Réalisation entre, <i>inter alia</i> , la Société et Bank of Ireland. |
| « Contrat de Prise Ferme » | désigne le contrat de prise ferme intitulé « <i>Subscription Agreement</i> » conclu à la Date de Réalisation entre, <i>inter alia</i> , la Société et Alcentra Limited. |
| « Contrôle » | s'entend, pour toute personne autre qu'une copropriété de valeurs mobilières, au sens de l'article L. 233-3-I-1° du Code de commerce et/ou, pour toute copropriété de valeurs mobilières, du pouvoir de gérer et d'administrer cette dernière. |
| « Comité de Surveillance » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 14 des Statuts. |
| « Comité des Rémunérations » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 14 des Statuts. |

| | |
|---|--|
| « Date de Réalisation » | désigne le 17 juillet 2018. |
| « Documentation de Financement » | désigne la documentation de financement conclue par la Société et les Prêteurs Senior à la Date de Réalisation pour les besoins du financement de l'Acquisition, en ce inclus le Contrat de Prise Ferme, le Contrat de Prêt Senior et la convention de subordination y relative. |
| « Directeur Général » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 14 des Statuts. |
| « EBITDA Consolidé » | désigne, sur la base, des comptes consolidés de la Société (préparés conformément aux normes IFRS, hors IFRS 16) pour chacun des quatre derniers trimestres clos, le « résultat d'exploitation courant » (« current operating profit ») au cours des douze (12) derniers mois avant déduction des dotations/reprises aux amortissements et aux autres pertes de valeur (dépréciation) des immobilisations corporelles et incorporelles mais après déduction des charges de participation et d'intéressement des salariés et réintégration de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence, étant précisé qu'en cas de modification du périmètre du Groupe au cours d'une période de référence considérée, cette modification sera réputée être intervenue au premier jour de ladite période de référence et l'EBITDA Consolidé sera calculé en conséquence. |
| « Filiales » | désigne les Affiliés de la Société qu'elle Contrôle. |
| « Groupe » | désigne la Société et les Filiales. |
| « Investisseur Principal » | désigne (i) Eurazeo PME III-A, société de libre partenariat, dont le siège social est situé 1, rue Georges Berger, 75017 Paris, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 829 045 343 et (ii) Eurazeo PME III-B, société de libre partenariat, dont le siège social est situé 1, rue Georges Berger, 75017 Paris, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 829 011 469, représentées par Eurazeo PME, société anonyme, dont le siège social est situé 1, rue Georges Berger, 75017 Paris, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 414 908 624. |
| « Jour » | désigne tout jour calendaire. |
| « Initiateur » | a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 20 des Statuts. |
| « Liquidation » | a le sens qui lui est attribué à l' <u>Annexe C</u> . |
| « Pacte » | désigne le pacte d'Actionnaires conclu le 17 juillet 2018 entre tous les Actionnaires et en présence de la Société, tel qu'amendé le cas |

échéant après cette date.

- « **Président** » a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 14 des Statuts.
- « **Président du CS** » a le sens qui lui est attribué à l'ARTICLE 17 des Statuts.
- « **Prêteurs Seniors** » désigne les prêteurs parties à la Documentation de Financement, en ce inclus Alcentra Limited et Bank of Ireland.
- « **Société** » a le sens qui lui est attribué en en-tête des Statuts.
- « **Statuts** » a le sens qui lui est attribué au préambule.
- « **Sûreté** » désigne tout type de sûreté, en ce compris le gage, l'hypothèque, le nantissement de compte-titres ou tout droit réel accessoire, privilège, cession fiduciaire ou à titre de garantie, toute saisie, réclamation ainsi que toute option, promesse ou autres droits réels ou personnels, ou toute autre mesure ou obligation restreignant de quelque manière que ce soit la pleine propriété ou la négociabilité de l'actif ou du droit concerné.
- « **Titres** » désigne toute valeur mobilière émise ou à émettre par la Société susceptible de donner vocation à une part des profits, du Boni de Liquidation ou des droits de vote de la Société ou d'entraîner directement ou indirectement une augmentation de capital ou l'émission ou l'attribution de titre(s) donnant vocation, en pleine propriété ou en usufruit, à une part des profits, du Boni de Liquidation ou des droits de vote de la Société, qu'il s'agisse, sans que cette liste ait un caractère limitatif, d'Actions Ordinaires, des ADP, d'autres actions de préférence, d'obligations convertibles ou de bons de souscription d'Actions, remboursables en Actions ou mixtes, de bons de souscription ou d'acquisition d'Actions ou d'obligations simples.
- « **Transfert** » désigne (y compris lorsque ce terme est utilisé sous sa forme verbale), (i) les transferts à titre gratuit ou onéreux, alors même qu'ils auraient lieu par voie d'adjudication publique ou d'attribution conventionnelle ou en vertu d'une décision de justice, (ii) les transferts sous forme de dation en paiement ou par voie d'échange, de partage, de prêt de titre, de vente à réméré, d'apport, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, quelle que soit la forme, ou à titre de garantie, résultant notamment de la constitution ou de la réalisation d'un nantissement de Titres, (iii) la conclusion de (a) toute sûreté sur les Titres ou (b) de tout contrat de bail sur les actions, (iv) les transferts de droits d'attribution de titres résultant d'augmentation de capital (par incorporation de réserves ou de bénéfices) ou de droits préférentiels de souscription à une augmentation de capital en numéraire, y compris par voie de

renonciation individuelle, (v) les transferts en fiducie, ou de toute autre manière semblable, et (vi) les transferts portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou tous droits dérivant d'un titre, y compris tout droit de vote ou de percevoir des dividendes, ou tout autre démembrement de la propriété de tout titre.

Annexe B

Détail des apports en nature réalisés le 17 juillet 2018

| Apporteurs | Nombre d'actions ordinaires 2R Holding apportées |
|----------------------------------|---|
| Man Share | 586.059 |
| Man Performance | 54.155 |
| Monsieur Patrick François | 70.565 |
| Total | 710.779 |